Angles d'Attac

association pour une **t**axation des
transactions financières pour l'**a**ction **c**itoyenne

Bulletin d'information mensuel
d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15,
1205 Genève – www.suisse.attac.org

Numéro 55 – octobre 2008

>>>SOMMAIRE>>>

JAB 2500 BIENNE 4

Retours à attac, rue de l'Orphelinat 15, 2800 Delémont

>>> Edito: Bouclier de fer contre bouclier d'argile >>>

Le 24 février dernier, le peuple suisse se prononçait sur la loi sur «la réforme de l'imposition des entreprises II». Cette loi offrait des allègements fiscaux aux entreprises et actionnaires les plus fortunés et affectait les revenus des cantons à hauteur de 1 à 2 milliards par an. En outre, elle renforçait la concurrence intercantonale. Si elle est passée de justesse au plan national, les vaudois l'ont rejetée avec 54,4% de «non». La majorité de nos conseillers de droite aurait-elle des problèmes de surdité? Non, le diagnostic est bien plus inquiétant. Quand le peuple dit NON et qu'ils reviennent à la charge, c'est ce qu'on appelle du mépris. Mépris pour la majorité populaire qui fonde théoriquement notre démocratie. Le 9 septembre, le Grand Conseil vaudois a adopté une réforme fiscale qui profitera à la fois aux grandes entreprises et aux fortunes mobilières. Les baisses d'impôts contestées par attac, À gauche toute!, les Verts, les Jeunesses socialistes et les syndicats touchent deux lois distinctes qui entraîneront un manque à gagner pour le canton – déjà un paradis pour les grandes fortunes, comparativement aux autres - de 100 millions de francs par année. Cette réforme s'accompagne, il est vrai, d'un cadeau fiscal de 72 millions de francs fait aux familles. Ils n'ont été ajoutés que pour mieux faire passer la pilule puisque, une fois répartis, chaque famille bénéficiera de rabais fiscaux mensuels de 50 à 60 francs. En clair, on a d'un côté 72 millions déduits sur les impôts de 150'000 personnes et, de l'autre, 100 millions offerts aux 200 personnes les plus favorisées.

Le bouclier fiscal se hisse à hauteur des nantis et qui dit bouclier, dit épée. Contre qui se dirige-t-elle? Les mots sont durs, c'est vrai, mais le moment est grave car il prépare une saignée des salarié-e-s, de nos personnes âgées, des malades et des invalides qui ne trouveront plus de protection derrière leur bouclier à eux. Un bouclier d'argile qui s'effrite au gré des réformes systématiques.

Cette loi vaudoise n'est qu'un maillon de plus de la politique économique bourgeoise qui se solidifie au fil des ans au plan fédéral et cantonal. Elle s'inscrit en continuité avec les baisses d'impôts accordées aux hauts revenus depuis une quinzaine d'années. La campagne risque d'être difficile au pays de Vaud, puisque ce sont 12'000 signatures qu'il faut récolter en 40 jours, sans l'appui du parti socialiste.

Abena



>>>AGENDA>>>

> Fribourg >

Jeudi 9 oct, 19.30h
Rencontre mensuelle au Centre Culturel L'Ancienne gare, Fribourg.

Lundi 4 oct, 19.30h
Leonardo Boff : église St-Pierre, Fribourg. (organisation E-changer)

Lundi 27 oct, 19.30h
Cycle cinéma : Perfecto Amor, Centre Fries, Fribourg. (organisation ASC et Centre Fries)

> Vaud >

Mardi 7 octobre, 20h
Rencontre mensuelle : *présentation du référendum cantonal «Les cadeaux aux riches, ça suffit» et discussion avec un membre du comité référendaire*, Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon.

Du lundi 27 au mercredi 29 octobre
Stands d'information à l'Unil/EPFL. Recherche de bénévoles pour présenter attac vaud au public. Inscriptions : vaud@attac.org

Mercredi 29 octobre, 18h00
Soirée conviviale apéro + souper au Refuge de Renens : *ATTAC se présente : 10 ans d'action citoyenne et regards en avant*, Av. du Censuy, Renens. Entrée libre. Venez avec vos ami-e-s soutenir votre section !

Mardi 4 novembre, 20h
Rencontre mensuelle : *Ecologie et finance*, Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon.

Mardi 2 décembre, 20h
Rencontre mensuelle : *La décroissance*, Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon.

>>> Référendum vaudois: Les cadeaux aux riches, ça suffit >>>

Les vaudois-e-s trouveront deux feuilles de référendum dans ce numéro d'Angles. Ce sont bien les deux feuilles qu'il faut signer et renvoyer, deux lois différentes étant concernées par ce projet !

Le canton de Vaud : un paradis pour les riches

Aujourd'hui déjà, le canton de Vaud est fiscalement un paradis pour les grandes fortunes, les grandes entreprises et les riches étrangers. La liste des privilèges fiscaux qui leur sont accordés est sans fin. La preuve : les entreprises multinationales qui sont installées ou s'installent dans le canton de Vaud pour des raisons fiscales est presque infinie. Les riches étrangers bénéficient de forfaits fiscaux archi-avantageux : le canton de Vaud est celui qui compte le plus de forfaits en Suisse. Ces forfaits sont, pour ces multimillionnaires et milliardaires, des cacahuètes en comparaison de leurs capacités financières réelles.

Pourtant, cela ne leur suffit pas : ces archi-privilégiés en veulent plus encore, et les autorités leur font de nouveaux cadeaux. Le Conseil d'Etat et le Grand Conseil ont décidé de donner à ces actionnaires, à ces grandes fortunes et aux entreprises, plus de 90 millions de francs chaque année. Cet argent, il faudra bien le trouver quelque part.

La ceinture pour les autres

Pour les salariés, par contre, rien ou presque : les salaires réels baissent depuis plusieurs années parce que les employeurs et les actionnaires gardent pour eux les bénéfices et les dividendes ; les primes d'assurance maladie grimpent chaque année ; au nom « d'économies nécessaires », les assurances sociales (AVS) sont attaquées les unes après les autres. De même, à l'Etat comme partout, les salaires vont baisser, parce que le gouvernement prétend qu'il « n'a pas l'argent ». Pour les privilégiés, par contre, il en trouve toujours, de l'argent.

Une fausse logique

Dans ce paquet fiscal, moins de 70 millions de francs seront accordés en rabais d'impôts pour les revenus imposables des familles, et uniquement des familles. Au maximum, ces rabais d'impôts atteignent 50 francs par mois et par famille. Ce montant, faible, sera bien vite rattrapé par les dépenses supplémentaires. Car dans ce domaine, il n'y a pas de miracle : si les riches paient moins, les crèches, les EMS, les hôpitaux, les écoles doivent revoir à la baisse les prestations. Et dans ce cas, les dépenses (pour la garde d'enfants, pour les frais d'hospitalisation, pour la dégradation des conditions d'études et de scolarisation) retombent sur les salariés. Les 50 francs mensuels de rabais d'impôts sont bien vite avalés. Et les perdants restent toujours les mêmes.

Les suppressions de prestations, c'est l'ensemble de la population qui les paie.
Les vrais privilégiés sont bien toujours les mêmes.
Il faut refuser ce paquet fiscal et introduire une fiscalité socialement juste.

>>> Il est urgent de rompre avec l'emprise de la finance >>>

Depuis que la crise immobilière des subprimes a éclaté aux Etats-Unis il y a plus d'un an, pour atteindre les principales banques et autres fonds de placement, beaucoup se sont demandés comment la contenir. Aujourd'hui, les nouvelles faillites de Lehman Brothers et de Merril Lynch montrent, s'il était besoin, que cette question est doublement dépassée.

Deux digues, en effet, ont été rompues. D'abord, en raison de la globalisation du capital, ce ne sont pas seulement les institutions financières américaines qui ont été touchées, mais une bonne partie de celles du monde entier, tellement la circulation des titres hypothécaires avait été grande. Ensuite, déjouant les pronostics de nombreux experts qui se voulaient rassurants, la crise bancaire et financière a franchi la barrière de l'économie réelle puisque l'économie américaine et celle de l'Europe sont au bord de la récession (- 0,3% pour le PIB français au deuxième trimestre, - 0,5% en Allemagne et - 0,2% dans la zone euro) et que, au niveau mondial, le ralentissement de la croissance est désormais certain.

La raréfaction du crédit consécutive à la fragilisation de nombreuses banques a conduit les banques centrales, notamment la Réserve fédérale et la Banque centrale européenne (BCE), à injecter des centaines de milliards de dollars et d'euros et, pour la première, à réduire son taux directeur, mais cela n'a suffi ni à sauver la mise de certaines institutions financières ni surtout à éviter que l'économie productive soit gangrenée.

Deux questions méritent d'être posées. Pourquoi la crise s'est-elle globalisée, au point qu'aux dires des voix les plus officielles, nous sommes en présence de la crise la plus importante depuis la fin de la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire depuis 1929 ? Comment empêcher le retour des crises, et non pas comment contenir une crise qui a déjà répandu ses méfaits ?

La généralisation de la crise financière, ses répercussions sur la pratique spéculative des fonds qui ont réorienté leurs placements vers de nouvelles valeurs refuges comme les matières premières et les céréales, faisant exploser les prix de ces dernières, et la fragilisation du système productif sont imputables au capitalisme néolibéral qui a imposé sa logique implacable et ses normes à toutes les sphères de la société.

La libre circulation des capitaux, les procédures de titrisation, le développement des marchés à terme portant sur les produits dérivés, les politiques de déréglementation menées par les Etats sur leur territoire national ou bien dans un cadre communautaire comme en Europe et les facilités de crédit accordées au système financier pour participer aux restructurations gigantesques de l'appareil productif mondial, notamment par la technique du leveraged buy out (LBO, effet de levier), ont multiplié les secousses financières. Crises mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), argentine (2001), crise de la nouvelle économie (2000), crise des subprimes (2007) se sont succédées, une bulle chassant l'autre.

Comment pouvait-il en être autrement puisque la promesse d'enrichissement perpétuel des détenteurs de patrimoine financier était fondée en dernière analyse sur la détérioration de la condition salariale : chômage, précarité, déconnexion des salaires par rapport à la productivité du travail, augmentation de la durée du travail, laminage de l'assurance-maladie et des retraites vouées à être confiées à la Bourse.

La pérennisation d'un rapport salarial injuste n'est sans doute pas étrangère à la frénésie financière et à l'incapacité du capitalisme néolibéral de se construire une trajectoire stable : 100'000 personnes seulement, selon Merill Lynch, disposent d'avoirs financiers équivalents au quart du PIB mondial, soit près de 15'000 milliards de dollars (10'601 milliards d'euros).

L'instabilité chronique est renforcée par la stérilisation des instruments traditionnels de régulation. Les banques centrales alimentent les bulles financières en période de surchauffe et, plus tard, volent au secours des institutions ayant pris trop de risques : Northern Rock au Royaume-Uni, Bear Stearns, Fannie Mae et Freddie Mac aux Etats-Unis. En Europe, la BCE augmente son taux directeur, contribuant ainsi à la surévaluation de l'euro par rapport au dollar et aux variations erratiques du prix du pétrole, au risque de l'inflation qu'elle prétend combattre et malgré la récession imminente. L'« échec des négociations » de l'Organisation mondiale du commerce est l'aboutissement de l'incapacité de cette instance, dont le seul critère est la concurrence exacerbée, à réguler sur une base coopérative les rapports entre les Etats. L'aggravation des tensions géopolitiques (Moyen-Orient, Balkans et Caucase) et des politiques sécuritaires doivent être vues comme les conséquences du fait que le monde est livré à une logique mortifère.

Un nouveau Bretton Woods est donc indispensable. Mais pas n'importe lequel. N'oublions pas que la principale proposition formulée en 1944 fut rejetée : la monnaie mondiale et l'Union de compensation envisagées par Keynes ne virent jamais le jour pour laisser le champ libre au dollar et à l'hégémonie américaine. La taxation des transactions financières et des revenus financiers est devenue une nécessité impérieuse, non seulement pour rétablir un contrôle des mouvements de capitaux, mais aussi pour financer les biens publics mondiaux.

En outre, une nouvelle architecture monétaire et financière internationale n'aurait aucune chance d'améliorer la situation si, dans le même temps, les « réformes structurelles » des marchés du travail étaient poursuivies. Au contraire, elles auraient pour conséquence de renforcer la financiarisation des économies française et européenne, puisqu'elles signifieraient une reprise de la détérioration de la part salariale dans la valeur ajoutée, aujourd'hui ramenée à un niveau très bas, comme le reconnaissent bien tardivement l'UE et le Fonds monétaire international (FMI).

Décidément, le capitalisme est indécrottable. Plus il se rapproche de sa « pureté » théorique analysée par Marx (le surplus de valeur pour l'actionnaire et rien que pour lui), plus il accroît le risque de délitement des sociétés et éloigne la perspective de régulation de la planète. Jamais nous n'avons été aussi proches du franchissement de limites, au-delà desquelles le saut dans l'inconnu pourrait être catastrophique. Contenir la crise financière, non, c'est trop tard. Faire reculer l'emprise de la finance qui en est la source, il est plus que temps.

Par Jacques Cossart, Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon sont économistes, membres du conseil scientifique d'Attac France.

Cet article a été publié dans *Le Monde* du 16 septembre 2008

>>>AGENDA>>>

> Neuchâtel >

Lundi 27 octobre, 20h

Réunion du comité, Maison des syndicats, avenue de la Gare 3 (2e étage), Neuchâtel.

Jeudi 27 novembre, 20h

Réunion du comité, Maison des syndicats, avenue de la Gare 3 (2e étage), Neuchâtel.

> Une nouvelle Constituante pour Genève >

Nous rappelons que le 10 octobre prochain, les électeurs genevois choisiront leurs représentants à l'Assemblée constituante qui sera chargée de proposer une nouvelle constitution pour Genève, après quatre années de travail.

Attac a décidé de participer à cette démarche en désignant deux candidats sur la liste No. 18, «Associations de Genève - Ecrivons ensemble notre constitution». Il s'agit de Georges Sontag et Magali Orsini.

La spécificité de cette liste sera de faire participer les associations, leurs membres et la population à la réflexion et à l'élaboration de la nouvelle constitution tout au long du processus.

Ses objectifs généraux se résument ainsi :

1. développer une démocratie participative
2. reconnaître entièrement le tiers secteur
3. assumer notre responsabilité par rapport à la région et au monde
4. penser nos actions par rapport aux générations futures
5. établir une Cour constitutionnelle.

L'action plus spécifique d'attac se situera dans la recherche d'une fiscalité équitable et transparente, la garantie de ressources d'existence, l'éradication de la pauvreté et surtout toutes suggestions émises par nos membres !!!

>>> La Suisse à la pointe de l'immoralité fiscale et financière >>>

Le Temps du 6 septembre nous apprend que l'imposition des gérants de fonds alternatifs et de capital-investissement sera diminuée de plus de la moitié d'ici 2 à 3 mois en Suisse. Aucune modification de la loi ne sera nécessaire, une simple circulaire suffira. Il s'agit donc d'une décision administrative qui échappe à tout contrôle démocratique.

Quelques rappels : La rémunération des gérants de fonds alternatifs dépasse tout entendement. En 2007, les 25 gérants les plus efficaces ont gagné 892 millions de dollars chacun en moyenne, soit plus de 22 milliards en tout ! Ces mêmes gérants paient entre 15 et 20% d'impôt sur leurs gains en Grande-Bretagne ou aux USA. L'un d'entre eux s'étonnait de payer moins d'impôts que sa femme de ménage ! Ces gérants de fonds sont connus pour leur politique extrêmement agressive de recherche du profit maximum à court terme. Ils sont responsables des pires dérives dans la gestion des entreprises dont ils sont actionnaires : dépeçage, dégraissages, délocalisations, etc. Ils participent au blanchiment de l'argent sale de manière massive. Ils contribuent pour une part importante à la spéculation sur les matières premières.

L'imposition de ces gérants à des taux très bas est une injustice révoltante pour tous les travailleurs. C'est au moment même où il est très sérieusement envisagé de revoir les taux à la hausse en Grande-Bretagne et aux USA que la Suisse va baisser son imposition. Cette décision, prise sous la pression de l'Association suisse des banquiers, démontre une fois de plus l'immoralité absolue du système néolibéral.

De la Suisse - une des plus importantes places financières - on n'attend pas la défiscalisation des gérants de fonds, mais bien une implication pour une taxation internationale de ces derniers. Avec une telle action, la Suisse pourrait montrer qu'elle assume les responsabilités pour la justice fiscale internationale.

L'argument majeur est d'attirer de nouveaux contribuables riches. Est-ce que cela compensera la diminution de l'imposition ? On ne le sait pas. Combien de temps resteront-ils en Suisse ? Probablement jusqu'à ce qu'un autre pays leur offre des conditions plus avantageuses encore. La concurrence fiscale est une spirale sans fin que les cantons connaissent bien.

L'éthique est bafouée, mais les banquiers helvétiques et les politiciens qui les servent sont contents. Jusqu'à quand les honnêtes citoyens de ce pays toléreront-ils cela ?

Gérald Mermet



>>> Vers une nouvelle affaire des fiches ? >>>

Dimanche 7 septembre 2008, l'émission «Mise au point» de la Télévision suisse-romande (TSR), révélait une nouvelle affaire d'espionnage et d'infiltration conduite par le Département Investigation Services (IS) de l'entreprise Securitas, au sein du groupe anti-répression (GAR) dans le canton de Vaud [1]. Un nouveau cas qui, comme pour celui du Nestlégate, conserve d'importantes et inquiétantes zones d'ombre : on peut penser que l'infiltration de groupes de citoyens, considérés comme critiques, est une pratique courante de la part de la plus grande entreprise de sécurité de Suisse.

Les faits : une nouvelle taupe très assidue !

L'objet de ce nouvel espionnage est le GAR à Lausanne, groupe composé aujourd'hui d'une douzaine de personnes. Il analyse depuis des années les questions concernant la répression policière, informe les participant-e-s aux manifestations de rue de leurs droits, recueille enfin des témoignages de personnes ayant subi des actes de répression et les conseillent en cas d'interpellation, d'arrestation, d'enquête ou d'appel à témoigner [2]. Entre 2003 et 2005, ses membres ont ainsi été infiltrés par une taupe de Securitas qui opérait, comme dans le groupe d'attac vaud, sous une fausse identité. Son nom de code était «Shanti Müller». «Shanti» a participé activement aux réunions non ouvertes au public du GAR, et ce durant plusieurs années. A ce titre, elle a eu accès, par exemple, à des centaines de témoignages de victimes de répression policière, ainsi qu'à des données le plus souvent très confidentielles et sensibles. Elle a même tenu un moment la caisse du groupe... Durant sa période d'infiltration, «Shanti» jouait à la bonne copine, se rendait au domicile privé de nombreux-euses militant-e-s, offrait des cadeaux et parlait abondamment de ses chiens de combat et d'une activité humanitaire qu'elle a menée en Inde [3]. Mais lorsqu'elle n'est pas Shanti Muller, elle est Fanny Decreuze, employée de Securitas d'abord aux gardes armées, puis à l'IS qu'elle aurait dirigée lorsqu'elle infiltrait le GAR [4]. Aujourd'hui Decreuze travaille toujours chez Securitas, voyage beaucoup et accessoirement est une «bonne» militante de l'UDC du district du Nyon, selon son président, Gabriel Poncet [5]. Pour le compte de qui a-t-elle infiltré le GAR ? Le(s) mandataire(s) de sa mission ne sont pas encore connus.

L'espionnage et l'infiltration : une prestation courante de Securitas ?

Cette nouvelle révélation confirme que la surveillance d'attac n'était pas une mission isolée de Securitas, contrairement aux affirmations de cette dernière lors de la révélation de l'affaire Nestlégate [6]. D'ailleurs, selon le GAR, «Shanti» ne s'est pas contentée d'infiltrer le groupe lausannois [7]. Elle a pris non seulement part à des réunions nationales à Berne, mais également aux manifestations anti-WEF à Lausanne, à une manifestation en tout cas pour la protection des animaux. Elle a été active dans les groupes sanitaires lors de manifestations, s'est liée à certains squats, participait à des fêtes et des repas. A Genève, elle a pris part au Forum social lémanique (FSL). Bref, elle ratissait large ! Aussi, au-delà des affaires Nestlégate et du GAR avec leurs deux taupes, il est fort probable que la surveillance politique soit une pratique courante et fasse partie d'une gamme de prestations «offertes» par Securitas, à savoir infiltrer des groupes associatifs et/ou politiques pour le compte d'un tiers. «Mise au point» avance que plusieurs taupes seraient encore employées par Securitas... Le GAR, comme attac, a décidé de déposer plainte sur le plan pénal.

Une police complice ?

Il ressortait de l'émission «Temps présent» du 12 juin 2008, que la police cantonale était au courant de l'infiltration du groupe des auteur-e-s du livre «attac contre l'empire Nestlé». Une réalité que réprouvait la Fédération des fonctionnaires de police qui jugeait «*inconcevable que la police vaudoise, qui était au courant des investigations de Securitas, non seulement n'ait pris aucune mesure à leur encontre, mais encore ait collaboré avec les responsables de cette entreprise*» [8]. Dans le cas de l'infiltration du GAR, la police lausannoise admet avoir reçu des informations «sur ce milieu», mais de manière spontanée [9]... Il est absolument scandaleux que des responsables de la police, qu'elle soit communale, cantonale ou fédérale, aient été au courant - de manière informelle ou non - de missions d'espionnage de la part d'une entreprise de sécurité privée et qu'ils n'aient pas jugé nécessaire d'en informer les personnes concernées, comme en dispose la loi sur la protection des données (LPD). Nous attendons toujours le résultat de l'enquête «indépendante», menée au sein de la police cantonale vaudoise, en souhaitant que son caractère indépendant ne se limite pas à son appellation.

Il est urgent et nécessaire de faire toute la lumière

Hier attac, aujourd'hui le GAR et demain ? Un syndicat, un parti politique, un-e journaliste ? Quels autres groupes et/ou individus ont été espionnés ? Avec quelles méthodes ? Quelles informations ont été récoltées et où ont-elles circulé ? Avec quelles conséquences ? Qui sont les mandataires de telles missions ? Qui sont les responsables de ces missions ? La police était-elle au courant de ces pratiques ? Si oui, se contentait-elle de laisser faire ? Est-ce une deuxième affaire des fiches, avec une privatisation des tâches de surveillance ? Des questions pour l'instant sans réponses. Il est urgent et nécessaire que toute la lumière soit faite sur les méthodes d'espionnage dont ont été victimes attac et le GAR, mais également sur l'étendue de telles pratiques. Un système plus vaste, qui organiserait une surveillance de groupes citoyens, d'associations, de mouvements ou de partis, par des entreprises privées pour le compte de tiers, avec la complaisance de la police, se doit d'être démasqué et démantelé. Il constitue une forme de gangrène qui ronge l'exercice de nos droits démocratiques.

Isabelle Paccaud

Notes :

[1] cf. Jean-Philippe Ceppi, Christian Karcher, «Une taupe modèle», Mise au Point du 7 septembre 2008, www.tsr.ch

[2] cf. Communiqué de presse du GAR, Lausanne, le 8 septembre 2008

[3] cf. Idem ; voir aussi 24Heures du mardi 9 septembre, p. 3

[4] cf. Madeleine Schürch, «La taupe de Securitas une espionne confirmée», 24Heures, le 9 septembre 2008, p. 3

[5] cf. Dominique Botti, «Une 2ème espionne de Securitas crée un nouveau scandale», Le Matin bleu, 8 septembre 2008, p. 2

[6] cf. Martine Clerc, «Après l'infiltration d'ATTAC, une nouvelle taupe chez Securitas», 24Heures, le 8 septembre 2008, p. 19

[7] cf. Communiqué de presse du GAR, Lausanne, le 8 septembre 2008

[8] Communiqué de Presse de la Fédération des fonctionnaires de Police, Lucerne, le 16 juin 2008. La Fédération s'exprime sur cette deuxième affaire aussi dans le même sens lors du «Mise au Point» du 7 septembre, www.tsr.ch

[9] cf. Martine Clerc, «Après l'infiltration d'Attac, une nouvelle taupe chez Securitas», 24heures, le 8 septembre 2008, p. 19

>>> Nestlé : on est avertis ! >>>

Nestlé veut faire entendre sa voix en politique : c'est sous ce titre que *Le Temps* relate les déclarations du nouveau directeur de Nestlé Suisse, Roland Decorvet, faites au Forum du Nord vaudois à Yverdon le 5 septembre. *« Roland Decorvet, directeur de Nestlé Suisse depuis le début de l'année, sort du silence dont aime à s'entourer la multinationale veveysanne [1].* Trois points éclairent ce qu'entend la multinationale par cette déclaration :

1. *Roland Decorvet a insisté sur l'importance des partenariats public-privé dans le développement du tissu économique suisse.* Que comprendre, si ce n'est que Nestlé cherche à obtenir plus de parts dans le gâteau économique, soit en demandant à l'Etat de lui mettre à disposition des infrastructures à des prix avantageux, soit en lui demandant de lui rétrocéder des parts de marché qu'il contrôle actuellement ? On peut penser notamment à la distribution de l'eau, qui est un secteur dans lequel Nestlé a des visées.

2. *La politique régionale de la Suisse doit plus impliquer les acteurs économiques, dont il est trop peu question dans les textes légaux* : le lobbying des grandes entreprises en politique est pourtant une réalité déjà existante. Demander une plus grande participation, c'est demander que les projets de lois s'élaborent directement avec eux, en-dehors des procédures habituelles du système parlementaire.

3. *La nouvelle figure de Nestlé en Suisse en a profité pour revenir sur l'importance des accords de libre-échange avec l'Union européenne pour la survie de ses activités dans son pays d'origine.* On arrive là au cœur du débat : les accords de l'OMC ayant échoué, Nestlé demande l'ouverture des frontières avec l'Union européenne, *le prix des matières premières en Suisse [étant] près de deux fois celui des marchés mondiaux.* Il demande la *disparition des barrières douanières sur l'importation des matières agricoles.*

C'est un abandon pur et simple de l'agriculture suisse que demande Nestlé, en exigeant de pouvoir importer librement des produits étrangers meilleurs marchés. Que deviendra l'agriculture suisse ? *Roland Decorvet plaide en faveur de mesures d'accompagnement, qui permettraient d'amortir le choc de l'ouverture des marchés.* Autrement dit, il sera de la responsabilité de l'Etat de payer aux agriculteurs ce que Nestlé ne veut plus payer.

On ne peux pas être plus clair sur la conception de l'Etat que se fait Nestlé : une institution au service des grandes entreprises et de leurs bénéfices !

Lechim

Notes :
[1] Tous les passages en italique sont tirés de l'article du Temps paru le 6.9.2008

>>> Forum social européen

Un premier voyage dans le Nord

Le 5e Forum social européen s'est tenu à Malmö en Suède, du 17 au 21 septembre 2008, organisé par le Comité d'organisation nordique (NOC) composé principalement d'organisations suédoises et de quelques organisations du Danemark, de Norvège et de Finlande. Il a rassemblé environ 10'000 participant-e-s de toute l'Europe, de la Turquie à l'Ecosse, avec encore une trop faible présence de pays d'Europe centrale et orientale, mais un important contingent turc, ces derniers accueillant le prochain Forum. Cette rencontre a néanmoins marqué une nette ouverture au Nord, avec de gros contingents de toute la Scandinavie.

Convergences européennes des luttes

Comme toujours, de nombreux séminaires se sont déroulés en parallèle, aux quatre coins de Malm.... Ceci n'est qu'un premier compte-rendu ; nous nous contenterons donc de décrire quelques thèmes abordés. L'Europe s'est taillée la part du lion, avec de nombreux séminaires directement consacrés à l'Union européenne (UE) ou à la construction de cadres européens de luttes. Mais aussi des séminaires militants pour une autre politique européenne envers ses voisins et le monde.

Les syndicats de l'éducation étaient très présents, et ont proposé plusieurs séminaires sur le démantèlement des conditions de travail des enseignant-e-s, ainsi que de la construction d'un cadre européen de lutte. En parallèle, des organisations étudiantes organisaient des séminaires sur les luttes étudiantes à travers l'Europe.

La défense des services publics au niveau européen et la question de leur financement ont aussi été intensément débattues. En effet, en l'absence de synchronisation de



l'offensive néolibérale au niveau européen, des désaccords sont apparus au niveau des luttes et de leur planification. Des grandes lignes sont néanmoins apparues lors de l'Assemblée des mouvements sociaux qui a clôturé le Forum : un axe de lutte « Pour une Union européenne/Europe sociale » a été décidé, dont une date de mobilisation sera la fin de la présidence française de l'UE en décembre. Le réseau européen pour les services publics, constitué à Athènes en 2006, et dont attac suisse est formellement membre, est une force mobilisatrice.

Les organisations de défense des migrant-e-s étaient très présentes, et ont fait un gros travail de sensibilisation autour de l'aspect cynique (favorisant le dumping social) et inhumain (dégradant) des récentes directives adoptées par l'Union et des lois adoptées par les pays européens et voisins de l'Europe.

La place de l'Europe dans le monde a aussi été abordée à travers la question de la crise mondiale, et en particulier alimentaire et financière. Les Etats européens, par leur agressivité en matière de négociations commerciales, laissent peu de place aux pays en développement pour se construire une politique alimentaire indépendante. Vient s'y ajouter le maintien des paradis fiscaux, au sein même de l'Europe et de l'Union, ainsi que le poids de la dette, qui rend très difficile l'adoption d'une politique fiscale redistributive des richesses et renforçant le pouvoir de décision et de soutien de l'économie nationale.

Quelques autres grands thèmes ont bien sûr été objets de débats et propositions. On notera en particulier l'augmentation notable du nombre de séminaires, d'ateliers de travail et d'organisations écologistes présentes à ce Forum. Beaucoup de séminaires ont été consacrés à la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi un certain nombre autour de l'agriculture vivrière et durable, proposant un modèle d'agriculture basé sur la petite exploitation, et sur la réappropriation de la terre par ses habitant-e-s.

La Méditerranée, habituellement très représentée au Forum social européen, était cette fois relativement absente, à la fois à cause du désintérêt partiel des organisations nordiques pour cet espace, et probablement à cause de la distance géographique, linguistique, etc... Le thème de la Palestine (nous commémorons cette année les 60 ans de dépossession et de la première expulsion du peuple palestinien) était néanmoins là, avec la venue de plusieurs personnalités palestiniennes et israéliennes, figures de la lutte pour le droit des palestiniens.

Ce dernier point nous amène aux échecs de ce Forum. Plusieurs grands absents ont été remarqués, et tout d'abord les nombreuses communautés immigrées/migrantes de Malm.... Le nouvel arrivant ne peut qu'être impressionné par la diversité culturelle et linguistique de la ville, qui est littéralement la porte d'entrée de la Suède. Les dernières communautés arrivées étant les irakiens (encore peu intégrés) et les ex-yougoslaves (qui eux commencent à se disperser à travers l'espace urbain). Pour un arabophone, il était frappant de réaliser que tous les 200m un snack de falafel est tenu par un irakien, un jordanien, un libanais... Et que les caractères arabes sont très présents à travers d'autres nombreuses communautés comme les afghans, les iraniens... Malheureusement, quasi aucun-e représentant-e de ces communautés au Forum. De manière globale, les habitant-e-s de Malmö, pourtant une petite ville, étaient peu informé-e-s de la tenue du Forum. La communication a donc cruellement fait défaut, et peut-être la marginalisation des communautés migrantes touche-t-elle aussi les militant-e-s nordiques ?

L'autre grand absent étaient les syndicats suédois et scandinaves. Une syndicaliste du premier syndicat de l'éducation en Suède nous disait que 75% des suédois sont syndiqués (90% dans l'éducation), ce qui ne fait que poser plus profondément la question : que s'est-t-il passé ? Le syndicalisme nordique étant souvent plutôt un syndicalisme de consensus que de lutte, les syndicats suédois sont-ils en désaccord avec les grandes orientations prises par le FSE ? N'ont-ils simplement pas pris la mesure de l'importance d'un FSE pour leur visibilité, leurs réseaux et luttes ?

Avant de conclure, notons que de nombreux problèmes techniques et logistiques ont jalonné ce Forum, dénotant un manque cruel de forces et de finances. Conséquences logiques de l'absence de communication et de la non-implication de grandes organisations locales. Les bilans et réunions diverses qui se feront dans les semaines à venir nous en diront un peu plus.

Pour terminer, notons le succès de la manifestation, qui s'est tenue comme toujours le samedi après-midi, avec 20'000 manifestant-e-s, en musique et en couleur. Manifestation particulièrement diversifiées, une multitude de drapeaux jalonnant un cortège d'une longueur rarement vue à Malmö (ville d'un peu plus de 200'000 habitant-e-s). On a pu y voir de nombreuses organisations de solidarité avec l'Amérique latine, avec les migrant-e-s, les antinucléaires, attac, de nombreux syndicats, des partis d'extrême-gauche, des Jeunesses de partis, des cercles de réflexions, des organisations pacifistes ou pacifiques, des organisations de femmes et féministes, de nombreux anarchistes, des paysans, Babels, les travailleuses du sexe, les Marches européennes, des organisations étudiantes... chacun-e avec sa musique et ses couleurs !

Ounsi El Daïf

De Babels à ALIS : les problèmes logistiques et de communication ont éprouvé les nerfs !

Babels est le réseau horizontal des interprètes-traducteurs, qui permet la communication lors des Forums sociaux. Le système d'interprétation alternatif ALIS, nouveauté technique fabriquée par les grecs en 2006, est le système permettant à chacun-e d'écouter les interprètes avec une radio FM (disponible pour 5euros au Forum). Le manque de finances et de volontaires s'est traduit par la très grande difficulté, voire l'impossibilité des interprètes à utiliser le système ALIS, son montage par une équipe de bénévoles trop peu nombreux et non-formés s'étant en effet terminé durant le Forum. Scandinavie aidant, ce Forum a donc vu consacrer la suprématie de l'anglais. Suprématie qui devrait certainement être mise à mal à Istanbul à l'automne 2010, pour le 6e Forum social européen, où il faut espérer que la communication aura les moyens de se faire. En effet, pour la convergence des luttes, il nous faut pouvoir communiquer entre militant-e-s de terrains, et non seulement entre anglophones, reproduisant de fait l'exclusion engendrée par les Institutions internationales. La Turquie est un grand pays, avec une galaxie contestataire riche et multilingue... du kurde à l'arménien en passant par l'arabe... et le turc !

> Forum de Genève >

8-9 novembre 2008,
Uni-Mail, Bd Carl-Vogt 102

Finances sans lois

Evasion fiscale, crises financières

Les paradis fiscaux et l'évasion fiscale mobilisent l'attention des médias, principalement à cause de l'affaire du Lichtenstein et celle de l'UBS aux USA. De plus en plus de recherches démontrent les effets néfastes de l'évasion et de la fraude fiscale sur les pays en voie de développement, ainsi que sur le financement des services publics des pays riches. Il est urgent de lancer un débat de fond sur la justice fiscale internationale.

Les outils de régulation de la mondialisation financière sont quasiment inexistants. Les acteurs qui la commandent, en exacerbant la compétition fiscale, en barrant la route à toute coopération entre les Etats, contribuent à la diminution continuelle des recettes fiscales. Cette mondialisation profite ainsi à une poignée de riches particuliers et à quelques grandes multinationales qui élaborent des réseaux sophistiqués d'évasion fiscale.

Quelles sont les conséquences de cette politique pour la démocratie ? De nouvelles définitions de la corruption ne s'imposent-elles pas au niveau des justices nationales et internationales ?

La Suisse est un des acteurs principaux de la gestion des fortunes privées. Elle est ainsi responsable d'un manque à gagner important pour la fiscalité des pays d'où proviennent les fonds. Dans ses relations internationales, les pressions actuelles de l'Union européenne et des USA vont-elles entraîner des changements pour la place financière suisse ? Est-elle un paradis fiscal ?

Enfin, dans le contexte actuel de crises financières, il est urgent d'avoir une analyse distanciée des raisons profondes de ces crises, par exemple en faisant le lien avec l'existence des zones offshore.

Le forum de Genève 2008 accueillera des spécialistes nationaux et internationaux qui apporteront leur contribution à la discussion.

Intervenants : Lucy Komisar, journaliste (New York - USA), John Christensen (secrétaire général de Tax Justice Network), Frédéric Lordon (économiste et chercheur CNRS), Andreas Missbach (Décl. de Berne et TJN), Ronan Palan (Pr. Sc. Pol. Université de Birmingham).

Egalement contactés : Eva Joly, Reymond Baker, Claude Quemar, Olivier Bonfond, Jean Ziegler

>>> Moins de pauvres ? >>>

Exemple d'une dérive journalistique

Cette lettre a été aimablement publiée par Le Temps le 15 septembre, sous le titre « Exercice hasardeux ». Malheureusement, certains passages ont été supprimés, ce sont ceux qui sont indiqués en gras ci-dessus. Nous publions ici l'article en entier.

Le Temps nous annonce la bonne nouvelle : « La proportion de pauvres a diminué de moitié depuis 1981 ». C'est la Banque mondiale qui le dit sur la base d'une enquête statistique que commente pour nous Alain Faujas.

Ce journaliste du *Monde* est un grand défenseur de l'OMC. **En outre, il est connu pour son éloge de la nouvelle économie. Ce n'est pas interdit, mais cela donne des indications sur ses présupposés idéologiques.**

Il est donc nécessaire de décrypter et de commenter. Il faut d'abord préciser que le seuil de pauvreté moyen est fixé par la BM à 1,25 dollars par jour et par personne, ce qui mérite 4 remarques :

1. Cette limite est arbitraire.

2. Elle est absurde : en dessous, vous êtes extrêmement pauvre, en dessus vous n'êtes subitement que pauvre !

3. On est obligé d'utiliser des valeurs mesurées en parité de pouvoir d'achat, exercice hautement acrobatique et hasardeux.

4. Surtout, l'usage d'un seuil monétaire de pauvreté est extrêmement réducteur, étant donné le caractère multidimensionnel de la pauvreté (accès à l'éducation, à un système de soins, à l'eau, à la terre, etc.).

600 millions de personnes sont donc sorties de la très grande misère. Que sont-elles devenues ? Et bien, comme prévu, elles ont passé dans la catégorie des personnes vivant avec un revenu situé entre 1,25 à 2 dollars par jour. Leur situation s'est donc considérablement améliorée, mais je ne suis pas certain qu'elles le sachent. **Il me paraîtrait indispensable que la BM entreprenne une campagne mondiale d'information pour le leur apprendre ! Mais il faut qu'elle se dépêche, puisqu'elle admet elle-même que la hausse des matières premières risque d'hypothéquer ces brillants résultats.**

« Le combat que les pays en développement mènent contre la pauvreté porte ses fruits », c'est ce qu'affirme la BM dans l'intitulé de son étude. L'objectif est clair : il s'agit de faire savoir que notre société est sur la bonne voie et qu'il n'y a rien à changer. **La manipulation de l'information est ici évidente.**

Gérald Mermet



droit
de rester
pour
tout.te.s

Retour sur la manifestation du 13 septembre à Berne

Le 13 septembre dernier à Berne, a eu lieu la première manifestation intercantonale du collectif « droit de rester pour tou.te.s ». Environ 2'000 personnes y ont participé sous une pluie battante, mais avec une grande faim de droit !

Dans le tract distribué pendant la manifestation, on peut lire le résumé suivant :

« En Suisse, les requérant.e.s d'asile débouté.e.s ansi que les personnes frappées de Non Entrée en Matière (NEM) n'ont pas le droit de travailler et vivent dans des logements collectifs avec une aide d'urgence minimale et insuffisante pour survivre. Ceux et celles qui ont obtenu une admission provisoire (permis F) ont peu de chance de trouver du travail, un appartement ou une place d'apprentissage. Les femmes et les hommes sans papiers vivent dans l'ombre, sans droits ni protection. Toutes ces personnes survivent avec la peur constante d'être expulsées. Nous ne sommes pas prêts à accepter cela ! Pendant que d'autres pays européens débattent et mettent en œuvre des régularisations collectives, en Suisse, cela reste un tabou. Aujourd'hui, nous revendiquons :

1. Une régularisation collective ;
2. L'arrêt immédiat des expulsions ;
3. La mise en œuvre des articles sur les cas de rigueur ;
4. Le droit au regroupement familial. »

Sous cette perspective, de nombreuses organisations et personnes travaillant dans le domaine de la migration et de l'asile ont manifesté pour les droits fondamentaux des migrant.e.s. Ce qui a sauté aux yeux : il y avait bien des organisations et personnes solidaires avec les migrant.e.s, mais la majorité des manifestant.e.s étaient des requérant.e.s d'asile, des personnes frappées de NEM, des sans papiers, bref, des personnes touchées par les lois qui les obligent à une vie indigne et sans perspectives.

Le message de cette manifestation était clair : les migrant.e.s en ont marre de leurs conditions de vie et de travail précaires, ils veulent les mêmes droits de participation que les Suisses, notamment le droit à la participation à la vie politique, le droit à l'accès complet aux assurances sociales, sans crainte d'expulsion, le droit de l'asile comme droit humain, etc. Et encore : une large partie de la population suisse en a également marre de voir la vie de son voisin, de son collègue de travail et de son ami détériorée par une législation xénophobe, voire raciste. C'était un autre message de cette manifestation : des groupes de solidarité se constituent et appuient le collectif dans le travail quotidien de leur lutte.

Des revendications limitées mais concrètes

Si les revendications qui paraissent dans le tract principal semblent demander la lune, les différents mouvements régionaux ont toujours demandé des améliorations minimales pour que les conditions de vie des concerné.e.s s'améliorent dans l'immédiat. Comme par exemple le collectif des réfugiés somaliens de Zurich : la communauté somalienne se voit depuis toujours refuser la demande d'asile, mais à cause de raisons déraisonnables, leur renvoi n'est pas possible. Ces personnes vivent depuis plusieurs années avec un permis F, sans savoir combien de temps elles peuvent encore rester en Suisse et dans des conditions de travail hyper-précaires (salaire très bas, travail sur appel et temporaire etc.). « Comment nourrir mes deux enfants, si avec un permis F je ne trouve pas un travail décent ? » se demande une femme somalienne. Ainsi, le collectif revendique la mutation immédiate de leur permis F en permis B.

Dans un autre tract distribué lors de la manifestation, on peut lire :

« Si l'on ne veut pas se limiter à des dénonciations générales, certes nécessaires, l'ensemble des organisations et associations favorables aux pleins droits politiques, sociaux et économiques, devraient se mobiliser sur ces revendications limitées mais concrètes. Toutes renvoient à des droits fondamentaux. »

Outre des revendications générales qui requièrent une mobilisation de masse, il faut réfléchir à des revendications qui font vivre les personnes concernées, dans l'immédiat, plus dignement, c'est-à-dire des mesures qui améliorent la vie des migrant.e.s hic et nunc, comme celles du collectif somalien de Zurich. D'autres mesures pourraient être l'attribution de certificats cantonaux de capacité (des CCC) ou des certificats municipaux de capacité (CMC) (le CFC ne pouvant pas leur être délivré selon les normes « fédérales »), la reconnaissance officielle des apprentissages accomplis par des jeunes sans-papiers, l'accès intégral aux soins, à l'échelle cantonale etc.

La nécessité de coordonner les actions

Le collectif « droit de rester » compte aujourd'hui une centaine d'associations et d'organisations travaillant dans le domaine de la migration et de l'asile. Pour les mobilisations et actions futures, il est nécessaire de se coordonner : organiser des manifestations ultérieures dans chaque localité au même moment, présenter les mêmes revendications, comme par exemple la transformation du permis F en permis B, aux autorités cantonales et municipales au même moment ou encore organiser, au niveau national, l'occupation d'une église. Tout peut servir de bras de levier pour lutter contre la sélection de l'immigration choisie, de la clandestinité imposée, de la régularisation et de l'expulsion choisies, mais aussi pour lutter contre le danger de la résignation.

Maurizio Coppola

Collectifs régionaux :

Bleiberechtkollektiv Zürich :
alle@bleiberecht.ch
Bleiberechtkollektiv Bern :
bern@bleiberechtfueralle.ch
Collectif autonome des immigré.e.s Fribourg :
csi.sos_racisme@bluewin.ch
Groupe action des Etats Généraux, Lausanne :
lausanne@stoprenvoi.ch

www.bleiberechtfueralle.ch
www.droitderester.ch
PC : 60-244887-5

IMPRESSUM

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Joëlle Amara, Maurizio Coppola, Ounsi El Daïf, Isabelle Lucas, Gérald Mermet, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Jane Seligman

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coorditrad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION:

DÉBUT NOVEMBRE

COURRIER
DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne-Jura:
Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne-jura@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> Université d'été d'attac suisse >>>

Deux jours à parler de la crise dans une ambiance détendue et conviviale.

Malgré la pluie qui a ponctué le week-end de l'Université d'été, la bonne humeur était au rendez-vous, tant du côté des participant-e-s que de celui des orateur-trice-s. Le programme, qui mettait la crise au cœur de tous les débats, n'a pas pour autant démoralisé le public, venu des quatre coins de la Suisse et même d'Allemagne et de France. Les nombreux ateliers ont été suivis par une trentaine de personnes chacun et les discussions menées avec intérêt et conviction. Que ce soit dans les ateliers sur les questions sociales, écologiques ou financières, la volonté d'analyser et de déconstruire les mécanismes qui engendrent et aboutissent à une crise était le moteur des orateurs-trice-s. Un moment fort a certainement été la présentation du film sur la grève CFF-Cargo de Bellinzona par les grévistes eux-mêmes.

La fête des 10 ans d'attac à la Reithalle a aussi été un des bons moments de ce week-end. Les sons électroniques et la douce voix de Gustav ont ouvert en beauté cette soirée que les plus « fait-tard » ne quitteront que vers 5h.

C'est donc un peu en retard que l'Assemblée Générale a débuté quelques heures plus tard. Les enjeux principaux d'une Assemblée Générale résident dans la préparation de l'année politique à venir, sans oublier de jeter un œil sur l'année passée et son bilan.

Côté bilan, la campagne fiscalité, en tant que campagne principale d'attac suisse, a occupé une place centrale dans l'AG 2008. Malgré l'échec du référendum en février, les résultats de cette campagne sont globalement positifs. Attac a pu s'assurer d'une bonne visibilité publique : appelée régulièrement à intervenir dans les médias ou lors de débats publics, elle a largement occupé ces deux espaces. La qualité du contenu apporté par l'association a d'autre part permis de donner de la profondeur au débat sur la fiscalité et de démontrer les contrevérités véhiculées par les défenseurs de la révision. Petit bémol pour cette campagne réussie : le secrétariat de campagne engagé pour l'occasion a probablement contribué à démobiliser quelque peu les militants.

Côté avenir, attac compte réinvestir des espaces de luttes un peu délaissés ces derniers temps. Ainsi, de nombreuses mobilisations seront organisées durant l'année 2009, que ce soit pour dénoncer les exactions de certains acteurs économiques internationaux, qui agissent encore et toujours en toute impunité, ou par solidarité avec les victimes de la mondialisation (migrant-e-s, travailleur-euse-s...).

Rapport d'activité ainsi que motions peuvent être demandés en écrivant à suisse@attac.org

Florence Proton



>>> Crise alimentaire et souveraineté alimentaire >>>

Un intéressant atelier sur le thème de la crise alimentaire s'est tenu lors de l'Université d'été d'attac le 6 septembre 2008. Il était animé par Valentina Hemmeler, secrétaire du syndicat agricole Uniterre. A l'instar de 130 autres organisations paysannes, Uniterre est membre du mouvement international Via Campesina qui s'oppose à une libéralisation sans limite dans le domaine agricole, destructrice des êtres humains et de l'environnement.

Nous ne sommes pas face à une crise de la production - il y a aujourd'hui assez d'aliments pour nourrir la population - mais face à une crise des politiques. La crise alimentaire devrait être rebaptisée crise du système agroalimentaire. Nous ne sommes pas réellement face à un problème de pénurie des denrées alimentaires, mais face aux manquements liés à un système de production qui fait peu à peu faillite et à des échanges commerciaux inéquitables.

L'explosion des prix agricoles et les émeutes de la faim auxquelles nous avons assisté au début de l'année sont le résultat de plusieurs facteurs. Il y a tout d'abord les causes structurelles. Les programmes d'ajustement imposés par le FMI et la Banque mondiale aux pays en développement ont encouragé les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières. Parallèlement, l'ouverture des frontières et la baisse des taxes douanières ont également privé ces Etats de ressources financières qui auraient pu être utilisées pour développer le secteur agricole.

Au Nord, c'est à la fin des années 80 qu'un débat sur l'agriculture a eu lieu : problématiques de la gestion des surplus de production, des impacts environnementaux et de la garantie des prix. Le mot d'ordre des Etats est alors le « désengagement », processus que les accords de libre-échange ne font qu'accentuer.

Des phénomènes plus récents se sont ajoutés aux causes structurelles et ont contribué à faire monter les prix. *L'augmentation du prix du pétrole a fait exploser les coûts de production (engrais, machines, transport) et encouragé la production d'agrocarburants. Ces derniers font partie du problème, puisqu'ils ont provoqué une concurrence pour la terre et asséché certains marchés de denrées alimentaires (par exemple le maïs). Cela a contribué à encourager la spéculation massive sur les matières premières agricoles. Les fonds spéculatifs ont attiré des boursicoteurs prêts à prendre des risques élevés dans l'espoir de gagner un maximum. Ils ont tablé sur le fait que la terre serait toujours plus rare, en raison des utilisations autres qu'alimentaires (carburants, zones industrielles, etc.), que la classe moyenne du continent asiatique serait toujours plus demandeuse de viande et que les catastrophes climatiques (sécheresses ou inondations) seraient plus fréquentes et amèneraient plus d'incertitudes sur les récoltes. Les opérateurs de marché sont allés jusqu'à écarter du marché certains stocks afin de faire monter les enchères et générer d'énormes profits.*

Valentina Hemmeler précise ensuite que l'augmentation des prix agricoles pourrait certes être bénéfique pour les paysans - dont les coûts de production ne sont souvent pas couverts par les prix-, mais qu'en réalité, ce sont les intermédiaires et les grands groupes internationaux qui sont les principaux gagnants de cette situation.

Quelles alternatives ?

Uniterre, tout comme le mouvement international Via Campesina, défend le concept de souveraineté alimentaire. Parallèlement au sommet de la FAO, qui s'est tenu ce printemps à Rome, Via Campesina a mis sur pied un forum alternatif, « Terra Preta ». *Le forum a demandé notamment de ne pas compromettre le droit à l'alimentation, d'encourager l'agriculture agroécologique, de combattre la spéculation financière sur l'alimentation ainsi que les accords de libre-échange, d'encourager des réformes agraires et de favoriser l'accès à la terre pour les paysans. Les organisations participantes se sont opposées à la production et à l'exportation d'agrocarburants industriels contrôlés par les firmes multinationales qui en font la promotion. Le forum appelle les organisations paysannes à travailler avec les gouvernements nationaux et les organisations multilatérales pour développer des politiques qui renforcent le droit à la souveraineté alimentaire.*

Sur le plan national, Uniterre réfléchit au lancement d'une initiative populaire visant à inscrire la notion de souveraineté alimentaire dans la Constitution. Le projet peut être consulté sur leur site internet. Nous aurons certainement l'occasion d'y revenir.

Lechim

Que comprendre sous l'expression « Souveraineté alimentaire » ?

(définition de La Via Campesina, 1996) :

La **souveraineté alimentaire** désigne le DROIT d'une population, d'une région ou d'un pays à définir sa politique agricole et alimentaire, sans dumping de prix vis-à-vis de pays tiers. La souveraineté alimentaire inclut :

La priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan-ne-s et des sans-terres à la terre, à l'eau, aux semences et au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM pour le libre-accès aux semences et du maintien de l'eau comme un bien public à répartir durablement.

Le droit des paysan-ne-s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et par qui et comment l'aliment est produit.

Le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix.

Des prix agricoles liés aux coûts de production. C'est possible à condition que les Etats ou les Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.

La participation des populations aux choix des politiques agricoles.

La reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

Pour en savoir plus

Le sommet de la FAO déçoit par sa timidité, par Valentina Hemmeler Maïga dans Uniterre No. 6, juin 2008

Round de Doha à l'OMC: chronique d'une mort annoncée, par Valentina Hemmeler Maïga dans Uniterre No. 7, juillet 2008

www.uniterre.ch

www.viacampesina.org

Initiative populaire fédérale
«Contre de nouveaux avions de combat»

Publiée dans la Feuille fédérale le 10 juin 2008; expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 10 décembre 2009

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.), que

Les dispositions transitoires de la Constitution fédérale sont modifiées comme suit:

Art. 197, ch. 8 (nouveau) Disposition transitoire ad art. 60 (Organisation, instruction et équipement de l'armée)

[1] Jusqu'au 31 décembre 2019, la Confédération ne peut acquérir de nouveaux avions de combat.

[2] Sont réputés nouveaux les avions de combat dont l'acquisition a lieu entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2019.

Seuls les **électrices et électeurs résidant dans la commune indiquée en tête de la liste** peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la **signer de leur main**. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est **punissable** selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton	N° postal	Commune politique

N°	Nom, Prénom (écrire à la main et si possible en majuscules)	Date de naissance (jour//mois//année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature (manuscrite)	Contrôle (laisser en blanc)	Je désire recevoir plus d'infos (cocher ici)
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote:

Angele Patrick, Stettbachstrasse 44, 8600 Dübendorf; **Bloch Süss Monika**, Bruneggweg 4, 8002 Zürich; **Bodenmann Peter**, Englisch-Gruss-Strasse 6, 3920 Brig-Glis; **Bühlmann Cécile**, Guggistrasse 17, 6005 Luzern; **Carobbio Guscetti Marina**, Via Tamporiva, 6533 Lumino; **Daguet André**, Rathausgasse 62, 3011 Bern; **Dolivo Jean-Michel**, Avenue Vinet 14; 1004 Lausanne; **Graf Maya**, Unter der Fluh 22, 4450 Sissach; **Hug Christina**, Freiestrasse 102, 8032 Zürich; **Jobé Vivien**, Milchgasse 6, 5000 Aarau; **Lang Josef**, Dorfstrasse 15, 6300 Zug; **Leuenberger Ueli**, Rue de Lausanne 95, 1202 Genève; **Leutenegger Oberholzer Susanne**, Dürrbergstrasse 8, 4132 Muttenz; **Maury Pasquier Liliane**, Avenue de Crozet 2, 1219 Châtelaine; **Moosmann Reto**, Engehaldenstrasse 202, 3004 Bern; **Morel Gaétan**, Rue Rousseau 1, 1201 Genève; **Recordon Luc**, Lussex 1, 1008 Jouxtens-Mézery; **Regli Nina**, Beulweg 22, 8853 Lachen; **Ruch Rahel**, Nordring 14, 3013 Bern; **Savoia Sergio**, Via Mezzavilla 17, 6503 Bellinzona-Carasso; **Schnebli Tobias**, Rue de Bâle 17, 1201 Genève; **Stegmaier Michael**, Hohlstrasse 27, 8004 Zürich; **Surber Bettina**, Rosenbergstrasse 79, 9000 St. Gallen; **Trede Aline**, Sonneggweg 17, 3008 Bern; **Weibel Andreas**, Kapellenstrasse 26, 3011 Bern; **Willa Anne-Christine**, Rue Plane-ville 8, 1955 Chamoson; **Zürcher Werner**, Gantrischweg 7, 3076 Worb

---

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les __________ (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Le/La fonctionnaire compétent/e pour l'attestation (signature manuscrite et fonction officielle):

Sceau:

Lieu: ______________________ Date: ______________________

Signature manuscrite: ______________________ Fonction officielle: ______________________

Merci de renvoyer cette liste, entièrement ou partiellement remplie, au plus vite au comité d'initiative: **Groupe pour une Suisse sans armée GSsA, case postale 1515, 8031 Zurich** qui se chargera de demander l'attestation de la qualité d'électeur des signataires.

D'autres listes et argumentaires peuvent être commandés à l'adresse suivante: Groupe pour une Suisse sans armée GSsA, case postale 151, 1211 Genève 8, www.gssa.ch, courriel: gssa@gssa.ch ou au tél. 022 320 46 76.